

# DE L'URANIUM ET DES INFOS APPAUVRIS

LE 13 AVRIL 2012 CLAIRE BERTHELEMY

Des habitants du Cher dénoncent les maladies provoquées par des activités militaires menées près de Bourges, sur un site du ministère de la Défense où sont testées des armes à l'uranium appauvri. *OWNI* a voulu en savoir plus. Enquête.



p>

Non loin de Bourges, une parcelle longiligne d'une dizaine de milliers d'hectares appartient à **la Direction générale de l'armement (DGA)**. Alors que le débat sur le nucléaire civil fait rage, la DGA et ses prestataires continuent tranquillement leurs essais de munitions à uranium appauvri. Mais, depuis peu, la population et les élus demandent des comptes, à commencer par une étude d'impact sur les populations.

## Fin de l'anesthésie locale

La bande de 30 kilomètres de long sur 4 à 5 de large, de Bourges à Crosses, touche une quinzaine de communes. Au centre de cette bande, une zone de tir pour effectuer un contrôle des stocks de munitions françaises, en prélevant deux ou trois obus pour les tester. Autour, des champs de blé et autres céréales et des routes fermées pendant les séances de tirs de la DGA.

Depuis les années 1970, le Polygone de Bourges sert aussi à la fabrication de munitions pour les armées. Jusqu'aux années 90, les employés manipulaient les produits sans protection particulière et aujourd'hui certains veulent savoir quelles ont été les conséquences de l'uranium appauvri sur l'environnement et leur santé. Joël Frison, porte parole d'Alerte uranium, une des branches du **Mouvement de la paix**, est sans appel :



***Nous sommes à la recherche de la vérité sur les effets de l'uranium dans le Cher. À la fois sur la population alors que les tirs continuent et à la fois sur ceux qui ont passé des années à fabriquer les munitions sans protection. Entre 1970 et 1990, les essais ont été réalisés en plein air et sans protection.***



Aujourd'hui, les habitants concernés par la fabrication des munitions et les tirs à l'uranium appauvri toujours en cours se mettent à chercher des réponses à leurs questions. Pour Joël Frison, *"les langues commencent à se délier, certains retraités ont accepté de nous parler et nous ont apporté de nombreux témoignages."* L'attitude des militaires, qu'il juge "criminelle", a en effet touché la population locale mais aussi les employés – majoritairement des civils – pour un site qui emploie près de 700 personnes.

Pascal Barillet, employé du groupe d'armement **Giat Industries** entre 1973 et 2000 (rebaptisé Nexter) est mort d'une leucémie il y a quelques années. Michelle Barillet, sa femme, appartient à l'association et veut connaître les raisons de la mort de son mari. Elle témoigne sur **le blog de Jean-Pierre Gilbert** :



***Des conversations, l'énoncé de plusieurs faits auxquels je n'avais pas prêté attention à l'époque, me sont revenus en mémoire. Je m'interrogeais, j'avais des doutes, cette leucémie était-elle due à l'environnement professionnel ? Était-elle due à une autre cause ? Je voulais savoir. [...] Quand mon mari travaillait chez Giat, il citait le cas de collègues tombés malades et avait remarqué le décès de quatre d'entre eux. Il ajoutait "ils vont tous nous faire crever" , mais ne soupçonnant rien de particulier, j'attribuais ces paroles à des problèmes rencontrés au travail, ou aux soucis causés par les restructurations.***



L'association, qui essaye d'apporter un éclairage et des informations à la population aux alentours du Polygone, s'attelle aussi à sensibiliser les élus, y compris ceux du conseil général du Cher. Et visiblement ça fonctionne. Ces derniers ont présenté en début d'année un vœu à l'attention du ministère de l'Écologie et de celui de la Santé demandant la levée du silence sur les tirs de la DGA.

Pour le président du Conseil Général du Cher, Alain Rafesthain, la collectivité territoriale "n'a pas la responsabilité du Polygone", mais ça ne l'empêche pas de se saisir des questions et inquiétudes de la population locale :



***Le ministère de la Défense n'est pas enclin à délivrer des informations spontanément. Alors les élus au Conseil général ont adopté unanimement et indépendamment de leur couleur politique un vœu transmis au préfet pour la mise sur pieds d'une CLI [Commission locale d'information, NDLR]. Nous demandons qu'une étude épidémiologique soit faite à proximité du Polygone. On peut penser que l'uranium appauvri peut avoir des conséquences sur la santé. Mais notre marge de manœuvre c'est d'alerter, pas de prendre une décision.***



Alors que les routes sont fermées ou ouvertes au rythme des exercices des militaires – mais *"on peut toujours accéder aux villages, parfois faut juste faire un crochet"* précise le Président du Conseil général – l'acceptation du Polygone par la population locale s'explique avant tout par l'ancienneté du lieu et l'évolution lente des types de munitions. Dans ses souvenirs, il y avait *"des tirs presque toutes les nuits"*.



Entre les tirs et la fabrication de munitions, des efforts ont été effectués. Si aujourd'hui les essais sont plus sécurisés, ils n'en restent pas moins des tirs de munitions d'uranium appauvri, parfois jusqu'à 3 kilomètres de la cible. Munitions qui atterrissent dans un tunnel de 50 mètres où peuvent être confinés les éclats de l'explosion.

## Silences gênés

Difficile aussi de remettre en question la présence d'un tel champs et de telles activités de fabrication de munitions. Présente depuis longtemps et forte source d'activités et d'emplois, la DGA n'en est que plus légitime. Irène Felix, élue au Conseil général du Cher, contextualise la relation que les habitants proches ont du champ de tirs et de la DGA :



***Ça fait partie de leur vie quotidienne, la préoccupation n'est pas la même que si un site s'ouvrait. Travailler pour l'armée, pour la défense, pour des choses dangereuses et qui exigent une certaine discrétion, ça fait partie de la culture de Bourges. Une sorte d'héritage. Mais tout ce qui est secret suscite une suspicion. Nous, comme élus du Cher, nous soutenons l'idée que l'information reste au coeur de la démocratie mais est aussi utile pour faire le point, positif ou négatif, sur une question.***



Hormis la culture de la ville, même pour des recherches, il est difficile de travailler sur le Polygone. Ainsi, le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts, (CEMAGREF – aujourd'hui Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture ou IRSTEA<sup>1</sup>) a mené des études sur les chevreuils, entre 1986 et 2005. Chargés de compter les chevreuils au nombre de kilomètres parcourus en effectuant des rondes à heures et dates fixes, les équipes, principalement des chasseurs du coin et avec l'aide de la fédération départementale de chasse du Cher, parcouraient en voiture les routes à proximité des zones latérales du champ de tir.

Christophe Bouilly, technicien cynégétique sur le secteur, a participé à différents recensements. Il sourit à l'évocation de ces rondes et constate surtout que *“c'est désagréable pour les gens qui habitent à proximité de la zone, mais les chevreuils ne se sentent pas menacés”*. Le souci dans ces comptages ? L'entente nécessaire avec la DGA et le Polygone, dont les gardes accompagnaient les voitures de ronde. Un chercheur qui a travaillé sur le sujet se souvient :



***Nous avons quelques difficultés pour circuler sur le Polygone. Il arrivait qu'au dernier moment, on nous dise : 'Désolés mais la séance de tirs n'est pas finie'. Les routes que nous emprunions pour compter la population de chevreuils ne pouvaient être ouvertes et, une fois ouvertes, il était trop tard.***



Mais parmi les autres institutionnels, la question agace et les réponses oscillent entre enthousiasme pour le site et perte de mémoire. Exemple avec le maire d'Avord, l'une des communes concernées, Pierre-Etienne Goffinet :



***Pas question de le fermer, voire même plus question de le fermer puisqu'il s'étend à l'heure actuelle.***



L'ancienne préfète, Catherine Delmas Comolli – nommée préfète hors-cadre en septembre dernier -, renvoie la balle à son homologue en poste, Nicolas Quillet<sup>2</sup> :



***Bien sûr, en début de mission, nous nous sommes occupés du dossier. Mais le préfet actuel serait mieux placé que moi pour vous en parler.***



Même son de cloche pour Olivier Geffroy, à l'époque directeur de cabinet de Catherine Delmas Comolli et aujourd'hui au cabinet du ministère des Collectivités locales, qui n'a "pas de souvenirs précis". Sans agressivité aucune, les bouches se ferment.

Pourtant, la polémique sur l'uranium appauvri ne date pas d'hier et a valu en mai 2008 une prise de position du Parlement européen. Qui a adopté **une résolution appelant des efforts pour interdire l'utilisation de l'uranium appauvri et des études scientifiques sur leur utilisation**. De quoi appuyer les demandes de la population locale et des élus.

Illustration Flickr JPC24

1. dirigé depuis le 27 mars par Jean-Marc Boumigal, ancien directeur de cabinet de Bruno Le Maire au ministère de l'Agriculture [↔]
2. OWNI n'a pas obtenu de réponse de sa part [↔]

**ALIX**

le 13 avril 2012 - 18:36 SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bon résumé mais où est l'enquête?  
Y a t il des déchets mesurables autour du site?

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

**BLOG Y BOULGA**

le 14 avril 2012 - 2:13 SIGNALER UN ABUS - PERMALINK





Papier vide.

On récapépète :

a) "Sur des blogs, des habitants du Cher dénoncent..."

Donner le nom des blogs, leur adresse, voire citer leurs contenus, serait-ce trop demander ?

a) "certains retraités ont accepté de nous parler et nous ont apporté de nombreux témoignages."

Mais de "ces certains retraités" et de ces "nombreux témoignages", on ne saura rien de plus.

b) un homme est mort d'une leucémie.

Paix à son âme. Mais c'est très très très peu pour étayer des effets nocifs.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### JP GILBERT

le 14 avril 2012 - 9:21 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*C'est bien l'objet de la demande : tous ces soupçons et ces doutes font que l'on voudrait connaître la vérité. C'est la démarche des associations, des citoyens et des élus qui s'exprime. La fabrication des armes à l'uranium appauvri et les tirs ont-ils ou non, un impact sur les hommes et l'environnement ?*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### DUGENOU

le 14 avril 2012 - 8:30 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Cet article constitue une véritable désinformation. Si Irène Félix vice présidente socialiste au conseil général du Cher veut des informations sur l'uranium appauvri ;il lui suffit de téléphoner à son ami Jean pierre Saulnier autre vice président socialiste au conseil général du Cher qui a rempli d'importantes responsabilités au sein du Giat du Cher et aura peut être bien eu à connaître de la pseudo affaire en question..Elle peut téléphoner à son ancien député ami Yann Galut qui a eu à connaître lui aussi au sein de la commission de la défense du même dossier. Elle peut surtout en demander au député Jean Claude Sandrier, actuel député communiste du Cher ,ancien de L'armement, membre de la commission de la défense.. Au sein d'un département ou la mono industrie de l'armement à constitué pendant très longtemps la filière majeure d'emploi et le bastion du parti communiste et de leurs élus, doit-elle suggérer comme monsieur Frison que la CGT ou la CFDT ne se sont jamais occupé de la santé des ouvriers et que si ceux ci sont malades ,cela vient de la carence de ces syndicats qui auraient participé à je ne sais quel complot du silence ??*

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### 3 pings

La revue de presse du lundi | Cadrages et débordements le 14 avril 2012 - 19:19

[...] De l'uranium et des infos appauvris [...]

France : De l'uranium et des infos appauvris. Enquête sur des données médicales qui dérangent. « MediaBeNews le 16 avril 2012 - 8:06

[...] de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture ou IRSTEA1 ) a mené des études sur les chevreuils, entre 1986 et 2005. Chargés de compter les chevreuils au [...]

France 3 déterre l'uranium de Bourges » revue du web, Just another weblog le 18 mai 2012 - 10:17

[...] sur France 3] Souvenez-vous, OWNI vous en parlait mi-avril : à quelques kilomètres de la ville de Bourges se trouve un champ de tir de munitions à [...]

